



Mediapart n'a pas participé à la rédaction de cette dépêche, qui fait partie du flux automatisé de l'Agence France-Presse (AFP).

L'AFP est une agence de presse mondiale d'origine française fournissant des informations rapides, vérifiées et complètes sur les événements qui font l'actualité nationale et internationale, utilisables directement par tous types de médias.

FIL D'ACTUALITÉS DÉPÊCHE

## Réclamé par la Hongrie, un militant antifasciste albanais remis en liberté en France

Agence France-Presse - 26 mars 2025 à 15h48

Rexhino Abazaj alias « Gino », un militant antifasciste albanais, a obtenu mercredi de la cour d'appel de Paris sa remise en liberté dans l'attente de la décision de la justice française sur sa remise à la Hongrie qui le réclame.

Crâne glabre, pull écru et apparence soignée, « Gino » est apparu détenu devant la chambre des extraditions qui étudiait son placement sous bracelet électronique.

Avec une promesse d'embauche et une proposition de logement, « Gino » et l'un de ses avocats, Me Youri Krassoulia, ont obtenu sa remise en liberté sous contrôle judiciaire.

Souriant à cette décision et saluant ses soutiens dans la salle, le militant, qui parle français avec un accent prononcé, doit rester en France, demeurer à Paris et remettre son passeport.

Son avocat a salué une décision « très favorable ».

« Je suis soulagé parce que j'allais voir Gino toutes les semaines à Fresnes et je voyais que c'était très difficile

pour lui d'être en prison », a relaté Me Krassoulia.

« Gino » est accusé d'avoir fait partie d'un groupe de militants antifascistes ayant agressé des manifestants néo-nazis en marge d'un concert en février 2023 à Budapest.

Interpellé à Paris le 12 novembre, cet homme de 32 ans s'était immédiatement opposé à sa remise à la Hongrie, où il encourt, selon ses avocats, jusqu'à 24 ans de prison.

Sa remise en liberté « montre des signes encourageants pour la suite » espère Quentin, 30 ans, porte-parole du comité pour la libération de « Gino ».

La cour d'appel de Paris pourrait se prononcer au fond le 9 avril, après avoir demandé aux autorités hongroises d'apporter des réponses sur le risque de tortures et de traitements dégradants que pourrait subir le militant, sur ses conditions concrètes de détention dans ce pays, sur la protection de son intégrité physique et sur sa garantie au droit à un procès équitable.

« Gino » a reçu, via plusieurs tribunes, le soutien de plusieurs centaines de personnalités, dont l'ex-ministre française de la Justice Christiane Taubira ou le cinéaste britannique Ken Loach.

Depuis son retour à la tête du pays en 2010, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a renforcé son emprise tout en mettant au pas les contre-pouvoirs, une dérive autoritaire condamnée à plusieurs reprises par la Commission européenne et sanctionnée par la justice européenne.

gd-abo/asl/ab

Agence France-Presse